



VILLE DE MELUN

ARRETE TEMPORAIRE

ARRETE MUNICIPAL n° 2022.1148 du 21/10/22

OBJET : Fermeture des commerces d'alimentation Place de l'Ermitage, Rue Daubigny et Rue Rosa Bonheur, de 21 heures à 06 heures du 1er novembre 2022 au 31 mars 2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.3321-1, L.3332-13, L.3341-1 et suivants, et R.3353-2 relatifs à la répression de l'ivresse publique et la protection des mineurs contre l'alcoolisme ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 relatif aux sanctions applicables en cas de manquements aux arrêtés municipaux ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.541-1 et suivants et L.571-6 et suivants ;

VU l'arrêté municipal n° 2022.1137 du 21 octobre 2022 portant interdiction de consommation de boissons alcoolisées dans le secteur de la Place de l'Ermitage ;

VU l'arrêté municipal n° 2022.1138 du 21 octobre 2022 portant interdiction de vente de boissons à emporter dans le secteur de la Place de l'Ermitage entre 21 heures et 8 heures ;

VU les cent vingt-quatre (124) rapports de mains-courantes de la Police Municipale, établis du 6 juillet 2022 au 19 octobre 2022, faisant état de nuisances sonores, Place de l'Ermitage et dans les rues Daubigny et Rosa Bonheur ;

VU les trente (30) procès-verbaux établis par la Police Municipale, entre le 6 juillet 2022 et le 19 octobre 2022, relatifs à la consommation de boissons alcoolisées, Place de l'Ermitage et dans les rues Daubigny et Rosa Bonheur ;

VU les trois (3) courriers d'habitants faisant état de nuisances causées par des regroupements de personnes jusque tard dans la nuit, reçus au service de la Police Municipale entre le 6 juillet 2022 et le 19 octobre 2022, et portant sur le même secteur ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique sur le territoire communal, notamment de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, les troubles de voisinage et les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants ;

CONSIDERANT les doléances des habitants de la Place de l'Ermitage et des rues Daubigny et Rosa Bonheur faisant état de nuisances causées par des regroupements de personnes jusque tard dans la nuit, reçues au service de la Police Municipale ;

CONSIDERANT que des attroupements sur le secteur de la Place de l'Ermitage ont été régulièrement constatés, sur la période du 6 juillet 2022 au 19 octobre 2022, par les riverains et les services de la police municipale ;

CONSIDERANT que ces attroupements engendrent des nuisances sonores à des heures tardives pour les riverains du fait du comportement des personnes dont certaines sont alcoolisées, et qu'ils créent un risque de trouble à l'ordre public ;

CONSIDERANT que ces attroupements ont également pour conséquence la dégradation du domaine public par le dépôt et la projection de canettes et de déchets divers sur les trottoirs et la voirie publics ;

CONSIDERANT ces attroupements, ces déchets et ces nuisances sonores sont de nature à porter une atteinte grave à la sécurité et à la tranquillité des personnes, y compris mineures, qu'elles soient piétonnes ou riveraines ;

CONSIDERANT que le fonctionnement des commerces d'alimentation dans ce secteur à une heure avancée de la nuit, dans la mesure où il offre la possibilité de s'approvisionner, notamment en boissons alcooliques à emporter, favorise la recrudescence de rassemblements d'individus alcoolisés et dangereux ;

CONSIDERANT que pour prévenir ces risques de troubles à l'ordre public, il convient dès lors de limiter autant que possible les attroupements, par une restriction des heures d'ouvertures des commerces d'alimentation et de restauration dans ce secteur ;

CONSIDERANT que cette mesure permettra également de limiter les dépôts et projections de déchets et boissons alcoolisées sur le domaine public ;

CONSIDERANT que malgré l'existence d'une réglementation municipale encadrant la consommation/vente de boissons à emporter au-delà d'une certaine heure et les multiples verbalisations effectuées suite au constat d'infractions à cette réglementation, les atteintes à la salubrité et à la tranquillité publique perdurent et qu'il convient d'adopter des mesures plus restrictives ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale, pour veiller au respect de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publique, ainsi qu'à l'usage normal des espaces publics, de prescrire des mesures nécessaires, adaptées et proportionnées à cette fin ;

- ARRETE -

Article 1 -

A compter du 1^{er} novembre 2022 et ce, jusqu'au 31 mars 2023 inclus, les établissements d'alimentation générale devront impérativement être fermés au public entre 21 heures et 06 heures sur le périmètre suivant :

- Place de l'Ermitage
- Rue Daubigny
- Rue Rosa Bonheur

Article 2 -

Des dérogations exceptionnelles pourront toutefois être accordées lors de manifestations locales. Dans ce cas, une autorisation temporaire devra préalablement être accordée par l'autorité territoriale.

Article 3 -

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Article 4 -

Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ainsi que sa transmission au représentant de l'Etat.

Article 5 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'administration vaut décision implicite de rejet.

Article 6 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

Article 7 -

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Melun,
M. le Commissaire Central,
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
M. le Directeur de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont les infractions seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 21/10/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20221001-156065-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/10/22
Publication :

Le Maire,
Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine,

Pour le maire,
L'Adjoint Délégué,



Marie-Liesse DUPUY,